

RESUME

Les programmes de mise à niveau des entreprises visent à renforcer la compétitivité d'entreprises nationales dans un contexte d'ouverture des frontières et de concurrence accrue. Au-delà de la simple approche micro-économique, ils s'inscrivent également dans une logique de politique économique dont l'objectif est la création d'emplois productifs par une accélération de la croissance, dans un contexte de forte croissance de la population.

Dans cette étude nous allons essayé de faire une comparaison de trois programmes de mise à niveau, en Tunisie, au Maroc et en Algérie. Les trois programmes sont dans des états d'avancement très différents, ce qui ne permet pas encore un véritable travail de comparaison : le programme tunisien, lancé en 1996, a vu adhérer jusqu'à présent près de 3000 entreprises, alors que le programmes marocain redynamisé en 2002, et le programme algérien connaît une très grande lenteur dans sa mise en œuvre, n'en sont qu'à leur phase de démarrage.

Toutefois, il est intéressant d'analyser les dispositifs retenus dans les divers pays, du point de vue des principes sous-jacents à chaque programme, de l'architecture institutionnelle ou encore des types d'instruments d'incitation à l'investissement mis en place.

La mise en œuvre de tels programmes dans des pays représentant des structures de production et des niveaux de développement économique différents, parfois très éloignés, invite à plusieurs réflexions :

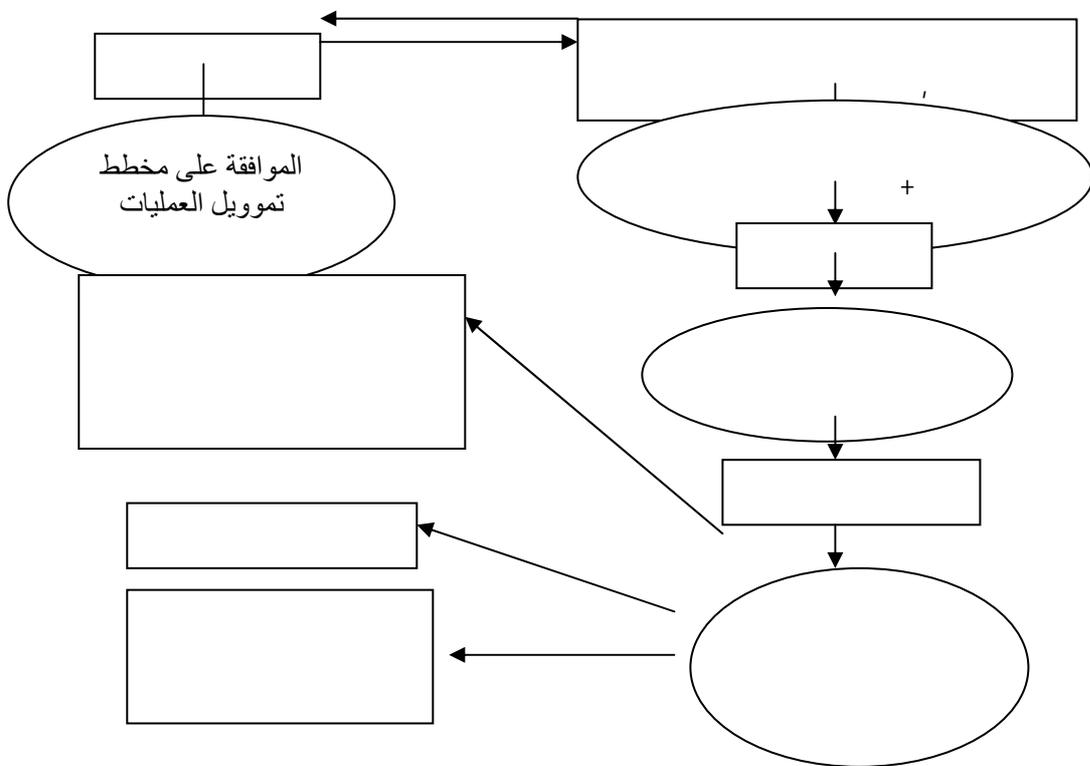
- La première sur les fondements des programmes de mise à niveau
- La seconde sur l'efficacité des dispositifs institutionnels des programmes de mise à niveau ainsi sur les types d'instruments d'incitation à l'investissement à mettre en place
- La description et la comparaison des trois programmes retenus et essayé de faire un compte rendu sur leur état d'avancement.

Donc ce projet cherche à identifier les invariants mais aussi les spécificités de chacun des programmes et à dégager les facteurs de réussite ou de blocage d'un programme de mise à niveau.

		:	-I
- 2002)	(2001- 1996)		(2006
	2000	1996	
	(2006 - 2002)	1600	
			-1
			(
			❖
			❖
			❖
			(

% 1

-
-
-
-



-

:
 :
 , 2004 -4
 :
 (2950 , 2003 , 2004 % 25 10
 350 2594
 2004 1787 % 30 % 60 , 10

2004- 1996

2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	
142	304	247	241	262	237	167	127	60	

2004- 1996

392.4	250.1	126.3	16.0

()

(1950) % 1

2746

2004 % 12

2000

(2001- 1996)

2003

2006-2002

1787	264	735	204	96	95	134	260	
1155	165	389	171	109	64	83	174	
8			4		1		3	
2950	429	1124	379	204	160	217	437	

--	--	--	--	--	--	--	--	--

: 2004-1996

	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
642	19	78	29	79	89	99	117	102	30
119	05	29	05	14	12	20	11	06	17
211	09	20	24	06	33	18	51	26	24
493	08	10	30	187	141	52	48	04	13
375	09	42	57	69	48	32	59	35	24
501	35	59	70	63	79	50	43	37	65
405	25	97	28	67	43	25	60	48	12
2746	110	335	243	485	445	296	389	258	185

2004- 1996

1103 2002 (% 78 % 67- % 82 - % 75 - % 69 - . ISO

2004

88	80	81	92	87	77	90
12	20	19	8	13	23	10

: -II 1994 1997 1983 1996 . 2004 " "

: -1
 (:
 % 5.2 2002 % 3.2 2003 2004 % 3.5 2003

2003 102 61 : (
 36 32
 . 2003
 () () ,

: (
 . 2002 % 61.6 1981 % 49.9
 % 71.3 2002
 % 21 % 31 2002 % 49 % 19.8

: (2
 : (
 -
 -
 -
 : (
 -
 -
 : (3

:

: 2002 (

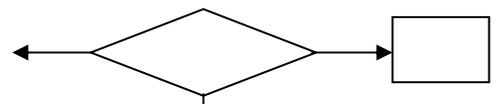
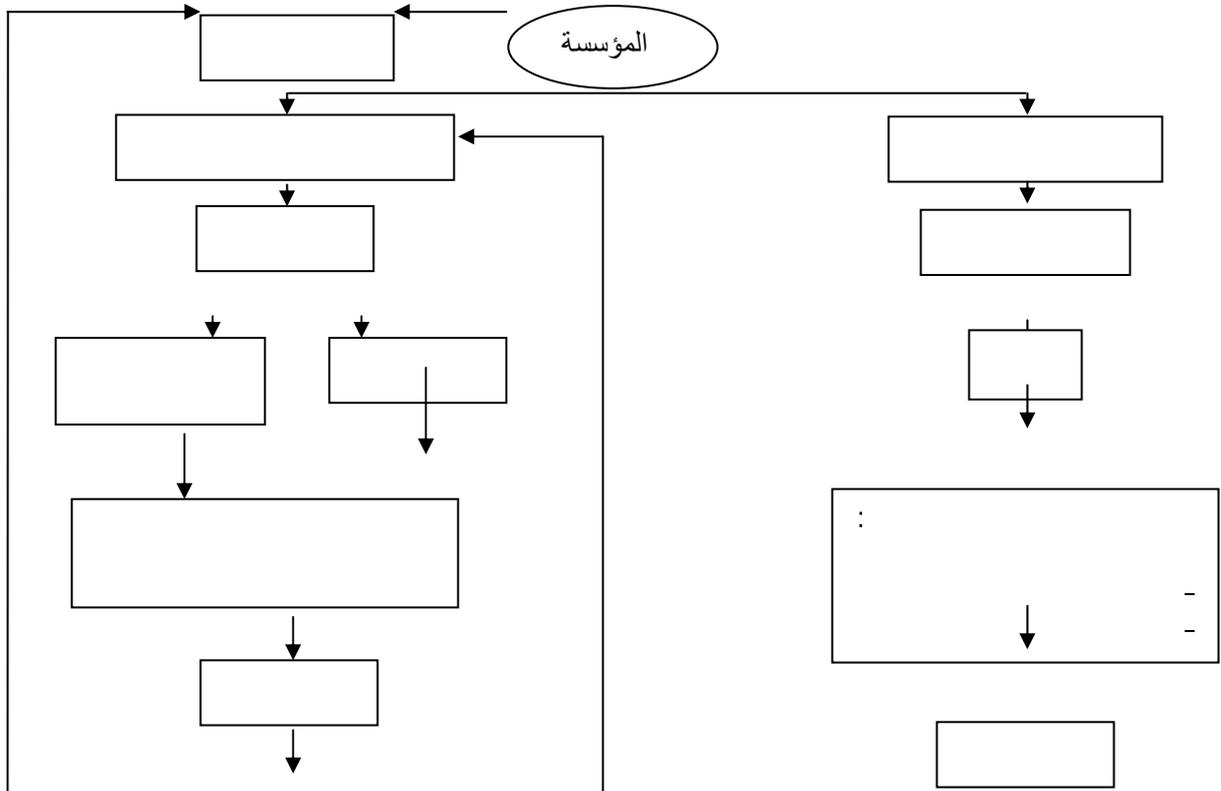
2002

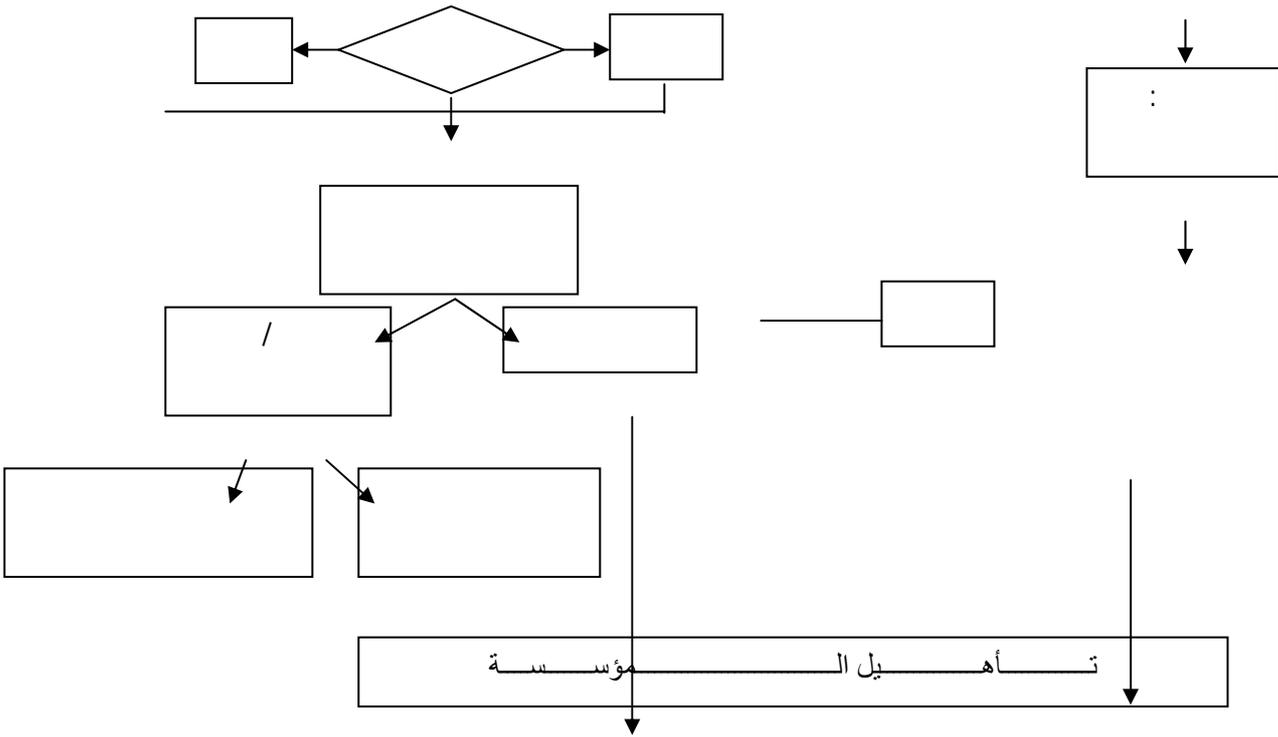
: (

()

: (

:





2004

:

1997

(4

10
132

220

275

7714
2004 30

(

%11	%12	%19	%23	% 35	

WWW.ANPME.MA:

.% 3 % 3 % 7 % 8
% 24 -2003

2001 2002

% 25

10	60 11	60	
% 20	% 40	% 40	

WWW.ANPME.MA:

(
-
-
-
-
-

-III

. 2017

, 1996

2005 01

(1
(
-
-
-
-
(

-
-
-
-
-
-

: (

: (2
(

:

-
-

: (

:

-
-

: (

:

.(...)

-
-

: (3

:

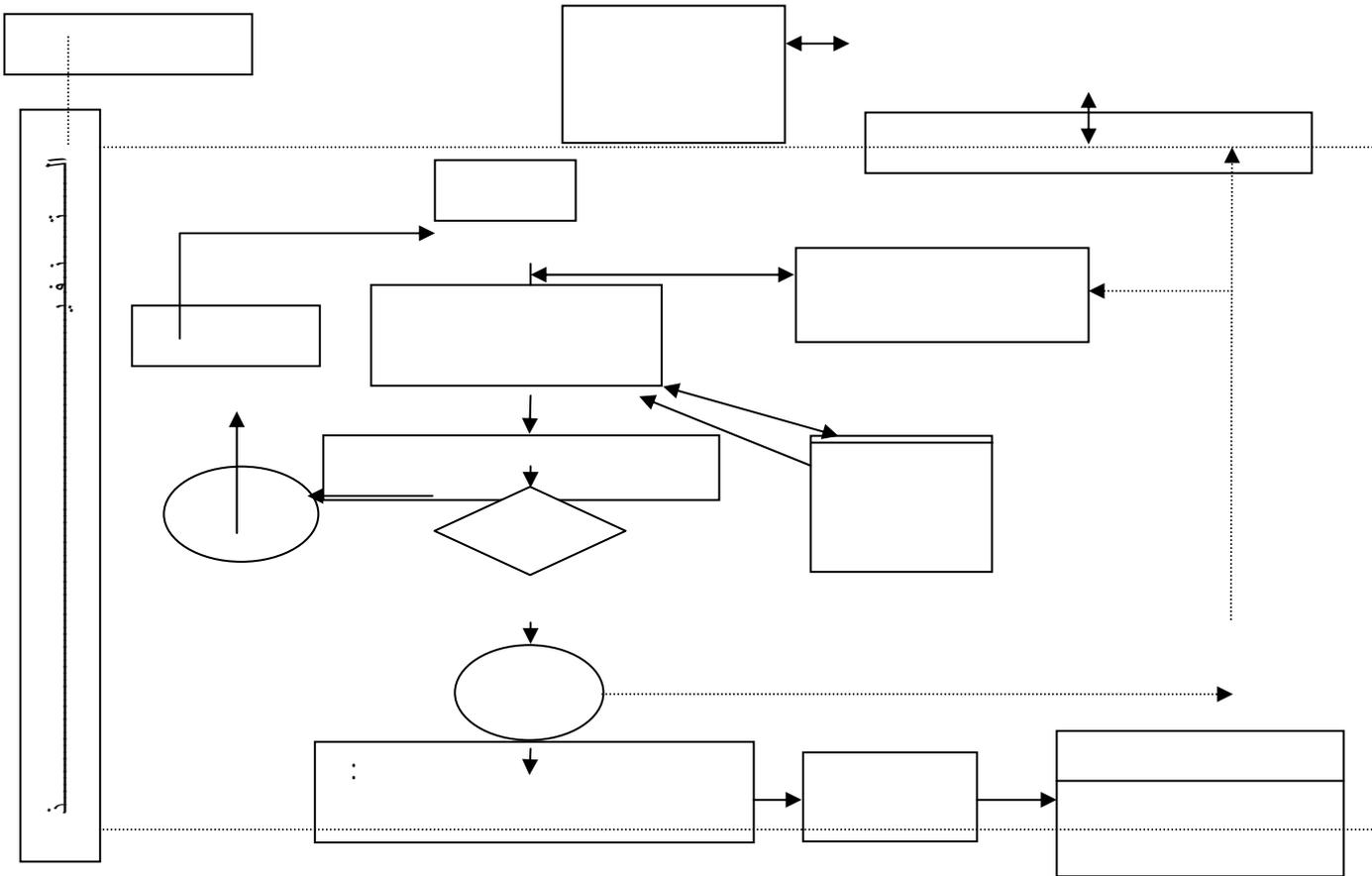
:

(

:

-
-
-
-
-

-



: ((

1 2000 2000 11.4 " 2 8
3 3

. 2001 . 2001
3 8 11 200.000
. 2002

05 16 21 258000 9.5:

4 2 3 2002 2

10 180

2003- 2002

2003	2002	
900	90	
90	90	

200

. 2003- 2002
(

45 89

2002

89	07	07	08	08	09	10	11	12	17	
100	7.865	7.865	8.988	8.988	10.112	11.235	12.359	13.483	19.10 1	%

2002

1600

- BANQUE MONDIALE (2004) ; République de Tunisie ; revue des politique de développement .Tirer partie de l'intégration commerciale pour stimuler la croissance et l'emploi , rapport N°29847 ,Tunisie.
- Direction de la politique économique générale (2003) .Tableau de bord social, Rabat .
- Direction de la statistique (2002) .le Maroc en chiffres .département de la prévision économique, Rabat.
- FMI (2000 à 2004), Tunisie, conclusions des missions de consultation au titre de l'article, washington D.C.
- FMI (2004), Maroc, consultation au titre de l'article IV Washington .D.C.

(1996)

(2003)

(2001)